

<b>Diplôme</b>	<b>MASTER</b>	
<b>Mention</b>	Droit privé	
<b>Numéro d'accréditation</b>	20160408	
<b>Etablissements co-accrédités</b>	<input type="checkbox"/> Université Claude Bernard Lyon 1 <input checked="" type="checkbox"/> Université Lumière Lyon 2 <input type="checkbox"/> Université Jean Moulin Lyon 3 <input type="checkbox"/> Université Jean Monnet <input type="checkbox"/> Ecole Normale Supérieure de Lyon <input type="checkbox"/> Ecole Centrale de Lyon <input type="checkbox"/> INSA Lyon <input type="checkbox"/> Vetagro Sup <input type="checkbox"/> ENTPE	<input type="checkbox"/> ENSSIB <input type="checkbox"/> ENSAL <input type="checkbox"/> ENSASE <input type="checkbox"/> Institut Mines Telecom <input type="checkbox"/> Université Savoie Mont Blanc <input type="checkbox"/> IOGS Paris-Saclay
<b>Schéma des parcours</b>	4 parcours diplômants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Parcours de M1-M2 "commissaires de justice" (CDJ)</li> <li>• Parcours de M1-M2 "contrats – droit des événements sportifs et culturels" (C-DESC)</li> <li>• Parcours de M1-M2 "contentieux des contrats" (CDC)</li> <li>• Parcours de M1-M2 "droit des activités numériques et tiers de confiance" (DANTC)</li> <li>• Parcours de M1-M2 "droit de l'enfant et des personnes vulnérables" (parcours UCLY)</li> </ul>	

<p><b>Objectifs et finalité de la formation</b> (secteurs d'activité et métiers visés)</p> <p>Les parcours de la mention droit privé permettent d'acquérir les compétences transversales nécessaires à l'exercice des métiers de juriste d'entreprise ou d'avocat (présentation du CRFPA) ou tout autre métier de niveau cadre dans le domaine du droit privé. Chaque parcours propose de surcroît un ou plusieurs autres débouchés spécifiques (commissaire de justice, juriste en association, magistrat ou encore délégué à la protection des données).</p> <p>La mention droit privé peut être considérée comme une formation en premier lieu généraliste, en ce qui concerne l'année de Master 1. La mention propose de surcroît une spécialisation en fonction du parcours choisi dès le M1, étant précisé que la spécialisation intervient principalement en Master 2. Elle est composée de 4 parcours rattachés à la faculté de droit Julie Victoire Daubié et un parcours rattaché à l'institut supérieur de la famille (UCLY). Ci-dessous une très brève présentation de ces 5 parcours et des principaux métiers visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Parcours "Commissaire de justice" (CDJ) : Parcours diplômant qui existe depuis plus de 20 ans et qui dispose d'un partenariat très fort avec la chambre régionale des commissaires de justice de la cour d'appel de Lyon. La 2ème année de ce parcours est exclusivement ouverte à l'alternance.</li> <li>• Parcours "Contrats – droit des événements sportifs et culturels" (C-DESC) : Parcours créé en 2020 qui propose à la fois une formation généraliste en droit des contrats à partir des nombreux sujets rencontrés par une entreprise privée mais aussi une ouverture au secteur économique de l'évènementiel sportif et culturel. La 2ème année de ce parcours est ouverte à l'alternance (mixte).</li> <li>• Parcours "Contentieux des contrats" (CDC) : Parcours créé en 2022 qui propose une formation généraliste en droit privé des contrats avec une spécialisation en procédure civile afin notamment de préparer les étudiants aux professions d'avocat ou magistrat. Un concours d'arbitrage est proposé en 2ème année.</li> <li>• Parcours "Droit des activités numériques et tiers de confiance" : Parcours créé en 2023 avec le soutien de la fédération nationale des tiers de confiance (FNTC). Ce parcours propose une formation très spécifique en droit du numérique, la maquette ayant été conçue avec le concours des professionnels du secteur des tiers de confiance. La 2ème année est ouverte à l'alternance (mixte).</li> </ul>
--

- Parcours "Droit de l'enfant et des personnes vulnérables" : Parcours proposé par l'institut société et famille (ISF) de la faculté de droit de l'Université catholique de Lyon (UCLY). Il permet plus particulièrement de former des juristes aux métiers juridiques en lien avec les enfants et les personnes vulnérables.

Points forts <sup>1</sup>	Points faibles <sup>1</sup>
<p>Mention généraliste qui permet aux étudiants d'acquérir des compétences transversales permettant de passer des examens qui mènent vers la profession de commissaire de justice ou d'avocat tout en disposant d'une formation suffisamment large pour pouvoir envisager un grand nombre d'autres métiers.</p> <p>Chaque parcours prépare les étudiants à l'entrée sur le marché du travail en proposant une vraie spécialisation et de nombreux enseignements dispensés par des professionnels (commissaires de justice, avocats, juristes d'entreprise...).</p> <p>Par ailleurs, le conseil de perfectionnement de la mention a identifié les principaux points forts suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 nouveaux parcours depuis 5 ans ;</li> <li>• Un effectif qui a augmenté avec un taux de réussite très satisfaisant ;</li> <li>• 3 parcours sur 4 ouverts à l'alternance ;</li> <li>• Parcours très liés à des corps professionnels (AFJE, commissaire de justice, FNTC) ;</li> <li>• Beaucoup d'intervenants professionnels dans chaque parcours ;</li> <li>• Des parcours très personnalisés (ex : numérique) avec des CM et des TD spécifiques dès le M1 et liés aux objectifs de chaque parcours (ex : spécialisation de l'arbitrage très appréciée par les étudiants du parcours CDC) ;</li> <li>• Des TD disciplinaires par parcours avec effectif limité en TD dès la première année de Master (20 étudiants en M1)</li> <li>• Des choix multiples en M2 pour certains parcours (alternance, stage et/ou mémoire) ;</li> <li>• Des pédagogies innovantes appréciées des étudiants (ex : concours d'arbitrage, jeux de rôle, exercices de rédaction contractuelle, consultations juridiques, etc.).</li> </ul>	<p>La mention nécessite un budget interne non négligeable notamment afin de proposer des cours spécifiques dès la première année de Master dans chaque parcours ce qui est rendu nécessaire par le fait que ces parcours sont parfois très différents. L'ouverture de plusieurs parcours à l'alternance, par le biais des excédents mobilisables, offre néanmoins des perspectives intéressantes pour répondre à ces besoins.</p> <p>Par ailleurs, le conseil de perfectionnement de la mention a identifié les principaux points faibles suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Moins de lien entre les différents parcours et moins d'interdisciplinarité ;</li> <li>• Manque de moyens : manque d'heures pour avoir plus de cours en M2, notamment pour le parcours CDC, et davantage de cours spécifiques en M1 (+ cours dédoublé pour éviter les effectifs trop importants qui nuisent à l'apprentissage des étudiants) ;</li> <li>• Manque de soutien administratif en raison du manque de moyens (plusieurs périodes sans gestionnaire de scolarité, beaucoup de changements, y compris en cours d'année) ;</li> <li>• L'évolution de certains parcours est dépendante des financements accordés à l'alternance ;</li> <li>• Difficultés à valoriser la formation auprès des professionnels pour permettre aux étudiants de trouver des métiers à la hauteur de leurs compétences ;</li> <li>• Manque d'accompagnement dans la recherche de stage ou d'alternance (ou méconnaissance des dispositifs proposés par l'Université).</li> </ul>
Opportunités <sup>1</sup>	Menaces <sup>1</sup>
<p>L'évolution de la profession de commissaire de justice et l'émergence de nouvelles professions à l'instar de celle de <i>contract manager</i> offrent de très belles perspectives aux étudiants de la mention droit privé.</p> <p>Par ailleurs, le conseil de perfectionnement de la mention a identifié les principaux axes d'améliorations suivants :</p>	<p>Chaque année, les pouvoirs publics sont susceptibles de supprimer les aides accordées aux structures qui accueillent un étudiant en alternance (mais l'attractivité de l'alternance est de moins en moins dépendante de ces aides).</p> <p>Plus généralement, les principales menaces qui pèsent sur la mention et qui ont été identifiées par le conseil de perfectionnement sont toutes d'ordre financier. Le manque de moyens pèse sur la pertinence des maquettes,</p>

<sup>1</sup> Pour rappel, 4 domaines : politique et caractérisation, organisation pédagogique, attractivité/performance et pertinence, pilotage et amélioration continue

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nécessité d’obtenir plus de moyens de la part de l’Université mais aussi en développant les ressources propres (cf. excédents mobilisables) ;</li> <li>• Développer encore davantage les liens avec les professionnels (partenariats) pour faciliter l'entrée des étudiants sur le marché de l'emploi ;</li> <li>• Travailler avec les services centraux pour améliorer l'accompagnement des étudiants dans la recherche de stage/alternance ;</li> <li>• Travailler avec la responsable de la communication de la faculté JVD sur une meilleure valorisation des parcours de la mention et sur la valorisation du métier de juriste d'entreprise ;</li> <li>• Améliorer encore les maquettes et les MCCC de la mention afin de mieux former ses étudiants aux attentes des professionnels</li> </ul>	le recrutement des intervenants, le soutien administratif et la visibilité des formations.
--	--

#### Inscription de la formation dans les orientations pédagogiques et les priorités thématiques de l'établissement

Cliquez ou appuyez ici pour entrer texte.

En cours de réflexion

*Dont celles liées aux projets du PIA et de France 2030 (CMA, NCU, EUR, ...), l'existence d'un label national, européen ou international, partenariats, etc.*

#### Parcours des étudiants en amont et en aval de la formation

Les étudiants qui souhaitent intégrer la mention droit privé doivent disposer d’une Licence en droit ou d’un diplôme équivalent avec, si possible, une spécialisation dans le domaine du droit privé.

Après l’obtention de leur Master, les étudiants du parcours “commissaire de justice” présentent au moins une fois l’examen d’accès à la profession de commissaire de justice. Les étudiants des trois autres parcours ont la possibilité de présenter différents examens, notamment l’examen d’accès au CRFPA ou le concours de l’École nationale de la magistrature.

#### Articulation et passerelles avec les formations voisines du même cycle et des cycles antérieur et/ou supérieur

Cliquez ou appuyez ici pour entrer texte.

Le Master mention droit privé est une formation qui s’inscrit dans la continuité de la Licence de droit.

#### Evolution des intitulés de la formation (accréditée et parcours diplômants) pendant la période de référence

Cliquez ou appuyez ici pour entrer texte.

La mention a beaucoup évolué depuis 2019 dès lors que 3 nouveaux parcours ont été créés. Le parcours C-DESC en 2020, le parcours CDC en 2022 et le parcours DANTC en 2023.

#### Perspectives de restructuration envisagées pour le prochain contrat

Dès lors que la mention droit privé a été totalement repensée entre 2019 et 2024 afin notamment de l’adapter à l’entrée en vigueur de la sélection en Master 1, le prochain contrat doit surtout permettre de pérenniser les 4 parcours existant en développant leur attractivité, notamment par un ajustement des enseignements proposés dans chaque parcours afin de favoriser l’entrée des étudiants sur le marché de l’emploi. Une réflexion est également menée sur l’ouverture du 4ème parcours (CDC) à l’alternance, étant précisé que ce parcours nécessite avant tout une augmentation des heures d’enseignement en Master 2.